

William Jefferson Clinton prend les rênes des USA

## Réinventer l'Amérique

Le nouveau président évoque les Pères Fondateurs et promet «une ère de renaissance»

d'après AFP et Reuter

WASHINGTON — William Jefferson Clinton, dit Bill, a évoqué hier les Pères Fondateurs des États-Unis lors de son investiture officielle à la présidence des États-Unis d'Amérique. Il a appelé à la réinvention de l'Amérique et de ses rêves, lors d'une allocution d'un quart d'heure, immédiatement après avoir prêté serment à 11 heures 59. Il est ainsi devenu, à 46 ans, le 42<sup>e</sup> président des États-Unis et a aussitôt promis «une nouvelle ère de renaissance» pour une Amérique qui doit «continuer à conduire le monde».

Des dizaines de milliers de personnes étaient venues à Washington pour assister au retour des démocrates au pouvoir après les douze années de présidence républicaine de Ronald Reagan et de George Bush. La transition s'est déroulée selon un cérémonial bref et immuable: à midi, sous un ciel bleu limpide, Bill Clinton, sa femme Hillary et leur fille Chelsea à ses côtés, a juré sur la Bible de «maintenir, protéger et défendre» la Constitution des États-Unis.

Il devenait ainsi le président Clinton. Une ovation est montée de la foule tandis que retentissaient vingt-et-un coups de canon. Au même moment, ses collaborateurs commençaient à prendre possession de leurs bureaux à la Maison-Blanche. Trois quarts d'heure plus tard, George Bush, redevenu simple citoyen, partait pour le Texas.

M. Clinton, dans son discours d'investiture, a promis le changement à ses compatriotes, mais les

Voir page A-4 : Réinventer



William Jefferson Clinton, flanqué de sa femme Hillary et de sa fille Chelsea, est devenu hier le 42<sup>e</sup> président des États-Unis. On le voit ici saluant la foule après avoir prêté le serment d'office devant le juge en chef de la Cour suprême, William H. Rehnquist.

### Les mains liées

François Brousseau

LE LUXE et le flonflon déployés cette semaine à Washington, qui ont culminé hier à midi moins un sur les marches du Capitole avec le «oui, je le veux» de Bill Clinton, ne peuvent faire oublier la minuscule marge de manœuvre qui étreint le nouveau président des États-Unis, au moment où il accède à la magistrature suprême de la planète. Jamais peut-être cette marge de manœuvre, à l'interne comme sur la scène internationale, n'aura été si petite pour un président américain chausant ses bottes. Jamais président.

Voir page A-4 : Mains liées



La nouvelle première dame des États-Unis annonce un style très différent de celles qui l'ont précédée à la Maison-Blanche

### À lire en page B-5

- Extraits des discours du nouveau président
- Hillary au pouvoir
- Les hommes et les femmes du président
- L'Open House, un rituel qui a des précédents
- Le Canada anticipe des relations étroites

### La Banque Royale négocie l'achat du Trust Royal

Le Trust Royal a entamé des pourparlers avec la Banque Royale afin de s'associer avec celle-ci, voire pour en céder le contrôle. Si tel était le cas, la première banque au pays ferait l'acquisition de la deuxième société de fiducie.

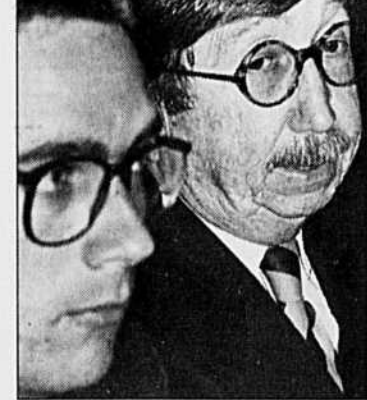
Voir page A-5

### Quebecor veut acquérir France-Soir

À condition de pouvoir en exercer le contrôle

Robert Dutrisac et Jean-Pierre Nicaise

QUEBECOR envisage l'achat du quotidien parisien France-Soir, propriété du magnat français Robert Hersant dont le groupe de presse, qui possède notamment Le Figaro, éprouve actuellement de sérieuses difficultés financières.



Pierre Péladeau et son fils Pierre-Karl

ser Quebecor si le gouvernement français nous permet d'avoir l'équité nécessaire pour exercer le contrôle», a confié M. Péladeau.

Dans cette optique, M. Péladeau se rendra probablement «la première ou la deuxième semaine de fé-

Voir page A-2 : France-Soir

### Il y a deux cents ans aujourd'hui avait lieu le premier débat linguistique au Parlement québécois

L'article de Gilles Lesage en page A-2

### L'une fête, l'autre pas

L'allégresse qui règne dans la capitale américaine tranche avec l'atmosphère lugubre qui imprègne Ottawa

Chantal Hébert

de notre bureau d'Ottawa

CÉLÉBRÉE dans l'allégresse à Washington, l'arrivée en triomphe à la Maison-Blanche d'une nouvelle génération de politiciens a glacé encore davantage la capitale canadienne où l'humeur est plutôt ces jours-ci aux obsèques politiques.

Car, en contraste avec le joyeux changement de la garde en cours aux États-Unis, l'atmosphère se fait presque lugubre dans les officines du pouvoir canadien.

Depuis le début de 1993, l'entourage immédiat du premier ministre est graduellement devenu la seule voix à soutenir sans défaillir qu'il n'est pas à la veille de démissionner.

C'est une voix qui porte de moins en moins.

Malgré les assurances données par Brian Mulroney en novembre dernier, même ses propres troupes ont cessé de croire dur comme fer qu'il les mènera comme prévu pour une troisième campagne électorale.

«Son entourage nous jure qu'il ne part pas, raconte ainsi un député, mais il est de plus en plus difficile de le croire.»

Le mutisme dont s'entoure le principal intéressé depuis le début de l'année a contribué à cette incertitude. Hormis une brève apparition lors du mini-remaniement ministériel du début janvier, le premier ministre n'a été vu publiquement en 1993 qu'en fin de semaine, alors qu'il s'est associé à l'enterrement de la présidence de George Bush en passant avec lui son dernier week-end à Camp David.

Or, cette absence quasi totale, alors qu'à l'intérieur du parti comme sur la place publique toutes les analyses concourent pour conclure à son départ prochain, a donné encore plus d'élan au

mouvement qui souscrit à la thèse d'une course imminente à la direction des conservateurs.

Officiellement, la garde du premier ministre maintient qu'il est toujours en vacances, mais que la semaine prochaine il entend reprendre normalement le collier. Depuis qu'il est rentré dimanche,

l'absence du premier ministre de tout événement public.

Mais quand Brian Mulroney refera surface, il trouvera un parti rendu nerveux par l'échec électoral qui s'approche, un parti qui a pour la première fois depuis 1983 la tête à la succession. Ainsi:

— Au Parlement, une rare mini-révolte menace le gouvernement alors qu'une poignée de ses députés menacent de voter

contre les réformes au régime d'assurance-chômage présentées en décembre. Deux d'entre eux se sont prononcés publiquement. Au moins une demi-douzaine d'autres partagent leurs réticences.

— Au sein du cabinet, les tractations en vue d'une course au leadership s'intensifient.

Aux Perrin Beatty et Kim Campbell vient maintenant s'ajouter le nom de Michael Wilson, qui songerait sérieusement, dit-on, à tenter de nouveau sa chance.

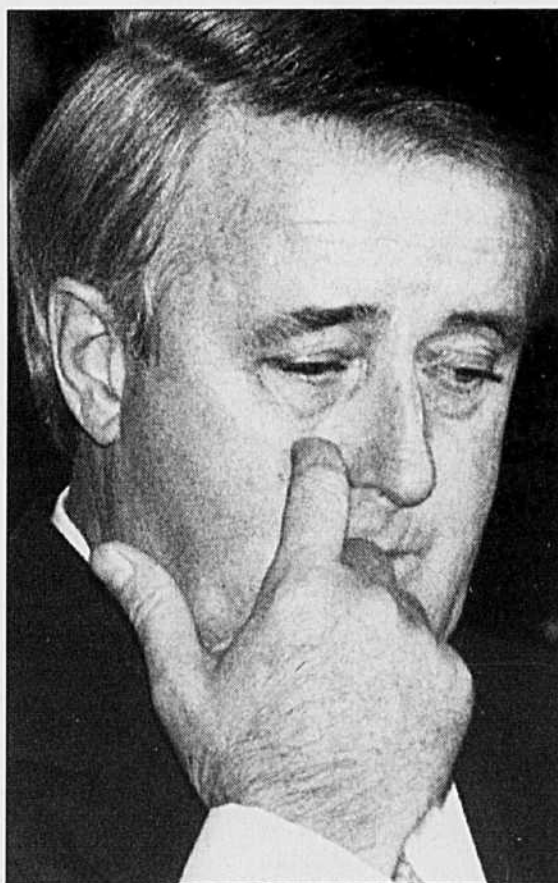
De plus, les hésitations publiques de Joe Clark quant à son avenir agacent de plus en plus les fidèles de Brian Mulroney qui craignent un retour en force du prédateur éconduit en 1983.

— Au sein du parti, on s'impatiente. Ce mois-ci, les assemblées d'investiture des candidats pour la prochaine élection, qui devaient commencer en janvier, ont été temporairement mises sur la glace. Maintenant, plusieurs parmi les conservateurs confient qu'ils veulent savoir à quoi s'en tenir sur les intentions de leur chef, et précisent que le plus tôt sera le mieux.

D'ailleurs, le silence du parti, au fur et à mesure que le débat public sur le départ de Brian Mulroney s'intensifie, a pris des allures presque gênantes.

Alors que, sur la place publique, même les analyses les plus sympathiques au premier ministre concordent

Voir page A-4 : Mulroney



Son entourage jure qu'il ne va pas partir, mais il est devenu très difficile de le croire.

Brian Mulroney se cantonne au 24 Sussex.

«Parce qu'il est en vacances, nous essayons de ne pas le déranger», explique un membre de l'entourage au sujet de

CAHIER SPÉCIAL

## LE DEVOIR, LA RELANCE

RÉSERVATIONS PUBLICITAIRES (514) 985-3399

Date de tombée: le 22 janvier 1993

PARUTION le 30 janvier DANS

LE DEVOIR

LE DEVOIR aborde 1993, sa 83<sup>e</sup> année, avec l'esprit et les moyens d'une nouvelle jeunesse. Tous le savent désormais, le journal a revu entièrement son contenu, refait sa structure financière et sa gestion, adopté une technologie de pointe, démenagé ses pénates au cœur du centre-ville montréalais. À la fin de janvier, il proposera même une

nouvelle image graphique, élégante et contemporaine, incarnation de tous ces changements qui recréent littéralement le journal.

Le 30 janvier, LE DEVOIR offrira à ses lecteurs, pour marquer ce tournant, un cahier spécial en forme d'autoportrait. Il présentera ses artisans, ses méthodes de production, ses lieux, ses projets et expliquera

comment une pareille ébullition respecte, nourrit et rajeunit la tradition et la vocation du quotidien fondé par Henri Bourassa, qui reste le symbole d'une presse libre, vive, indépendante.

Le cahier du 30 janvier est donc un rendez-vous, que prépare toute l'équipe du journal avec sa directrice, Lise Bissonnette. Une riche histoire se perpétue.

**SUITES DE LA PREMIERE PAGE**

◆ **Réinventer**

aussi avertis que des «sacrifices» seront nécessaires : «Pour faire renaître l'Amérique, nous devons être audacieux. (...) Nous devons faire ce qu'aucune génération n'avait eu à faire auparavant. Nous devons investir davantage dans notre propre peuple et notre propre avenir, et au même moment réduire notre dette massive. (...) Cela ne sera pas facile, cela nécessitera des sacrifices. Mais cela peut être fait.»

Le troisième plus jeune président de l'histoire du pays a souligné qu'une génération élevée dans l'ombre de la Guerre froide assume de nouvelles responsabilités.

«Aujourd'hui, alors qu'un ordre ancien s'achève, le nouveau monde est plus libre, mais moins stable. L'effondrement du communisme a fait réapparaître de vieilles animosités et de nouveaux dangers. Clairement, l'Amérique doit continuer à conduire un monde qu'elle a tant contribué à bâtir», a-t-il déclaré.

Le nouveau chef de l'exécutif, qui prend ses fonctions alors que des troupes américaines sont déployées dans le Golfe et en Somalie, a indiqué qu'il pourrait, comme George Bush, avoir recours à la force militaire: «Lorsque nos intérêts vitaux seront menacés ou que la volonté et la conscience de la communauté internationale seront défiées, nous devons agir, par une diplomatie pacifique si possible, par la force si nécessaire.»

Le moment est venu «de perdre l'habitude d'attendre quelque chose du gouvernement ou d'autrui sans rien donner en retour», a lancé M. Clinton, qui a demandé la coopération du Congrès et a promis «de réformer le système politique».

À peine conclu son discours d'investiture, qui aura duré quinze minutes, le président a accompagné George et Barbara Bush et a regardé partir l'hélicoptère à bord duquel ils ont quitté Washington.

Immédiatement, M. Clinton a signé ses premiers documents officiels, notamment un décret définissant les règles éthiques que devront respecter les membres de son administration. Il a aussi proclamé vendredi «journée nationale de solidarité et d'espérance».

Son administration commençait à se mettre en place et le Sénat confirmait dans l'après-midi les premiers membres de son cabinet. Les Aspin au département de la Défense, Warren Christopher au secrétariat d'État et Lloyd Bentsen au département du Trésor.

Après un déjeuner avec les dirigeants du Congrès, Bill Clinton et le vice-président Al Gore partaient pour la Maison-Blanche, acclamés par des dizaines de milliers d'Américains massés sur Pennsylvania Avenue. Bill et Hillary, main dans la main, ont parcouru à pied les dernières centaines de mètres les séparant de leur nouvelle résidence.

L'heure était à la parade. Fanfares, Indiens, cow-boys, trappeurs à cheval, Esquimaux ont pendant

**Les commissaires de Rosemère soumettent l'interprétation de l'OLF à leurs avocats**

Pierre O'Neill

EN DÉSACCORD avec l'Office de la langue française sur l'interprétation de la loi 101, la Commission scolaire Laurenval soumettra le litige à ses conseillers juridiques.

Le président de cette commission scolaire a déclaré hier au DEVOIR qu'il n'est pas convaincu que les communications administratives à l'école Rosemère «doivent toujours» se faire en français, comme le voudrait l'Office de la langue française.

Estimant que l'Office de la langue française s'est peut-être permis dans une interprétation trop restrictive des dispositions de la Charte de la langue française, M. Scott Conrod est d'avis qu'il existe des situations où l'usage exclusif de l'anglais est permis. Et c'est pourquoi il soumettra l'interprétation de la loi aux conseillers juridiques de la commission scolaire.

Signée par le chef du service de la francisation de la PME et de l'administration, M. Laurent Bélisle, la communication de l'Office donnait

raison à un professeur du département de français de l'école de Rosemère, M. André Gateff, qui avait porté plainte parce que la direction de cette institution scolaire refusait d'utiliser le français dans ses communications écrites avec le personnel enseignant.

Selon M. Conrod, il peut se présenter des situations d'urgence où le temps ne permet pas de produire une version française. «L'esprit de l'article 113(f) de la loi 101 est de protéger la langue autre que le français dans certaines situations. En cas d'urgence, les communications peuvent être en anglais. Nous avons la responsabilité de protéger nos jeunes. Tout le monde peut comprendre cela.»

L'école de Rosemère comporte un secteur anglophone d'environ 700 élèves et un secteur francophone de quelque 150 étudiants, ce qui lui confère un statut d'école bilingue. Invoquant par ailleurs l'article 28 de la loi, le président de la commission scolaire fait valoir que les communications d'ordre «pédagogique» destinées aux enseignants anglo-

phones peuvent se faire uniquement en langue anglaise.

Mais cette interprétation de la loi est fortement mise en doute par les dirigeants de l'Office. Rejoint par Le DEVOIR, le directeur du secrétariat, M. Gilles Racine, a émis hier l'opinion que les communications mises en cause par le professeur Gateff ne sont pas d'ordre pédagogique mais plutôt d'ordre administratif. Et qu'il faut référer à l'article 26 de la loi, stipulant que ces communications doivent toujours se faire obligatoirement en français, laissant le loisir à l'administration scolaire de fournir une version anglaise. «Ces communications peuvent se faire à la fois en français et en anglais, mais jamais uniquement en anglais.»

Les dirigeants de l'Office entendent suivre l'évolution du dossier de près, mais M. Racine estime qu'il s'agit là d'un accrochage mineur. Et il a confiance qu'il sera relativement facile de s'entendre avec la Commission scolaire Laurenval sur les mesures à prendre pour normaliser la situation.

des heures défilé devant leur nouveau président. La nuit était déjà tombée, mais les majorettes continuaient à susciter l'enthousiasme de Bill Clinton.

En soirée, le président et la nouvelle First Lady devaient se rendre dans les bals organisés en leur honneur. Aujourd'hui, selon une vieille tradition, ils ouvrent les portes de la Maison-Blanche pour y accueillir le public.

◆ **Mains liées**

dent sortant n'aura laissé un héritage diplomatique aussi lourd, aussi engageant pour son suivant. Jamais la distance n'a été aussi grande entre l'insatisfaction diffuse de la population américaine et les capacités objectives d'en venir à bout dans un avenir mesurable. D'ailleurs les Américains — les sondages le montrent — espèrent beaucoup en général, mais bien peu en particulier, dès lors qu'on leur pose des questions précises, du genre «Pensez-vous gagner davantage dans deux ans?», ou «Clinton tiendra-t-il sa promesse électorale sur le déficit?». Ils espèrent une chimie quelconque, ils entretiennent le secret espoir que «quelque chose» changera pour le mieux. Mais ne leur demandez surtout pas de dire quoi au juste, ni de chiffrer leurs attentes. Car alors, c'est le scepticisme coulé dans le ciment qui rapplique à toute allure.

Le discours prononcé hier par l'ambitieux garçon monté de l'Arkansas comportait d'étonnantes marques d'autocritique, qui sont rafraîchissantes quand on se rappelle l'arrogance triomphaliste qui aura régné douze ans à la Maison-Blanche, jusqu'à la surprenante déroute de George Bush en 1992. Sans fausse pudeur, Clinton a parlé d'une «ère de paralysie et d'égarement» à laquelle «nous devons mettre fin», d'une «économie affaiblie par les échecs de ses entreprises, la stagnation des salaires,

la croissance des inégalités et les divisions profondes de notre peuple». Il a crûment décrit Washington comme «une ville d'intrigues et de calculs». Il a admis que «nous n'avons pas su» prendre les décisions qui s'imposaient.

Tout cela n'était pas, dans la bouche du Clinton devenu président, un simple blâme partisan à l'encontre d'un prédécesseur parti, à qui on attribuerait commodément ses propres incapacités... Un prédécesseur incidemment plus digne dans le départ qu'il ne l'avait été, quatre ans durant, dans le feu de l'action politique. Non, il y avait là davantage, comme une auto-accusation contre l'Amérique égarée et hagarde.

Et pourtant, Dieu sait qu'il y aurait objectivement matière à blâmer l'administration sortante et l'héritage des républicains! Un déficit public de 4000 milliards de dollars, qui augmente de près d'un milliard par jour; un boulet financier inexistant avant l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, il y a douze ans. Des villes où le tiers monde s'insinue chaque jour davantage... Sans parler des engagements et des crises à l'étranger: l'Irak où Clinton fait mine de suivre à la trace la politique de son prédécesseur, même si le contentieux irako-américain était aussi une querelle de coqs Bush-Hussein. Haïti où, non content de suivre la politique de la porte fermée contre les boat people, Clinton en rajoute en décrétant un blocus autour de l'île. L'ex-Yougoslavie où le nouvel arrivant serait, en apparence, plus activiste que l'équipe sortante.

Comment faire, dans ces conditions, pour se concentrer sur la politique intérieure et les affaires sociales, comme il avait promis de le faire en absolu priorité, et comme les Américains le souhaitent profondément? Alors même que la marge de manœuvre financière de son gouvernement est insignifiante?

Clinton, le jour de son arrivée, répond aux sceptiques par le bon vieil idéalisme américain de Jefferson et des Pères Fondateurs.

«Notre plus grande force réside dans la puissance de nos idées», affirme-t-il dans un gentil cliché. C'est à la fois peu et beaucoup.

Président démocrate aux idées généreuses, il pourrait s'avérer le plus sanglant coupeur de budgets de l'histoire des États-Unis, si tant est qu'il est sérieux dans ses promesses. Président des affaires «domestiques» comme on dit là-bas, il est dès son premier jour happé par le tourbillon d'un monde en bouleversement. Recouvert d'une auréole idéaliste héritée des sixties, il a déjà montré, avant même son investiture, qu'il pouvait faire de belles pirouettes à 180 degrés. L'appel à Dieu, au rêve américain et au dur travail de tous, risque dans ces conditions de s'avérer un peu mince... Céline Dion et tous les Billy Graham disparus du Capitole, les 25 millions de dollars évanouis en fumée et confettis, les lendemains de fête seront durs à Washington.

◆ **France-Soir**

vrier» dans la capitale française, accompagné de son fils Pierre-Karl, a-t-il indiqué, afin d'explorer les possibilités d'ententes avec le groupe de Robert Hersant.

«Hersant est dans le trouble et nous allons discuter de ses imprimeries aussi», a fait valoir, de son côté, Daniel Paillé, vice-président principal de Quebecor.

France-Soir, ce grand journal populaire qui fut jadis le numéro

un de la presse quotidienne française, c'est la peau de chagrin. Ce quotidien perd régulièrement de l'argent et des lecteurs; il aura tout essayé pour freiner sa chute, y compris la pin-up en page trois, le sensationnalisme et la chronique amoureuse de la famille royale d'Angleterre, sujet où la concurrence en France est acharnée.

Le groupe Hersant a acquis France-Soir dans les années 70 au coût de 45 millions de ff (10,3 millions\$). Le journal, dont le tirage est passé de 375 000 copies à la fin des années 80 à environ 250 000, selon les dernières évaluations, perdrait quelque 25 millions de ff (5,7 millions\$) par année. A tout événement, France-Soir demandera un sérieux plan de redressement et d'investissement alors que les médias français connaissent dans l'ensemble des difficultés certaines.

Enfin, l'éventuelle vente d'un quotidien comme France-Soir ne peut échapper à la politique. C'est Valéry Giscard d'Estaing qui a aidé Robert Hersant à faire l'acquisition du quotidien Le Figaro et c'est Jacques Chirac qui l'a poussé à acheter France-Soir. Les deux titres sont les bastions de la droite française dont on annonce le retour au pouvoir dans deux mois.

Outre Le Figaro (400 000 exemplaires) et France-Soir, le Groupe Hersant publie quotidiennement Le Dauphiné libéré (300 000 exemplaires) et

Le Progrès (280 000 exemplaires) ainsi les périodiques Jours de France et Figaro Magazine. Le groupe, qui possède également des imprimeries et des stations radio-phoniques, réalise un chiffre d'affaires annuel qui dépasse les 3 milliards de ff (700 millions\$) et emploie plus de 13 000 personnes.

Evidemment, Quebecor n'est pas seule en lice. A Paris, les rumeurs veulent que le Groupe Louis Vuitton, Moët-Hennessy (LVMH), le premier groupe mondial des produits de luxe, reprenne l'ensemble du Groupe Hersant. Cette reprise est toutefois formellement démentie par les responsables.

Pour certains observateurs là-bas, le plus étonnant de ce dossier, c'est l'absence de rumeurs autour de Paul Desmarais, lui aussi installé à Paris, qui reste certes aussi silencieux que Pierre, son fils, Pierre ou Paul étant le même tombeau de famille. Mais nul n'ignore à Paris les liens d'affaires ou d'amitié qui unissent les Desmarais à Robert Hersant.

On ne parle pas non plus de Hollinger et de Conrad Black, qui aspire pourtant depuis longtemps à faire sa marque dans la presse parisienne avec un quotidien à l'anglaise dont il a même trouvé le titre: 24 Heures.

À l'heure actuelle, Imprimeries Quebecor, la filiale du holding fondé par Pierre Péladeau, négocie l'achat de deux imprimeries françaises, Cino-Del-Luca qui faisait partie de l'empire disloquée de Maxwell, ainsi qu'une entreprise familiale. Ensemble, ces deux imprimeries affichent des revenus annuels d'environ 120 millions\$. Mais il s'agit là de transactions beaucoup plus modestes, tant sur le plan financier que du prestige.

◆ **Mulroney**

pour décrire sa démission comme incontournable, il s'est trouvé peu ou pas de voix conservatrices pour réclamer qu'il reste en poste.

Au contraire, si récemment quelques rares voix ont avancé qu'avec la maladie de Robert Bourassa, Brian Mulroney pourra dire qu'il est de son devoir de rester, cette thèse a trouvé peu d'adeptes à Ottawa. Les sondages, explique à ce sujet un haut placé conservateur, sont trop accablants.

En principe, les conservateurs s'attendent à être fixés au plus tard à la fin de la semaine prochaine, alors que Brian Mulroney rencontrera son cabinet et son caucus pour préparer la rentrée parlementaire du 1er février.

Et en attendant, cette semaine, tous les bureaux de presse de la Colline parlementaire se sont retrouvés avec une commande identique: préparer la nécrologie politique du premier ministre... au cas où.

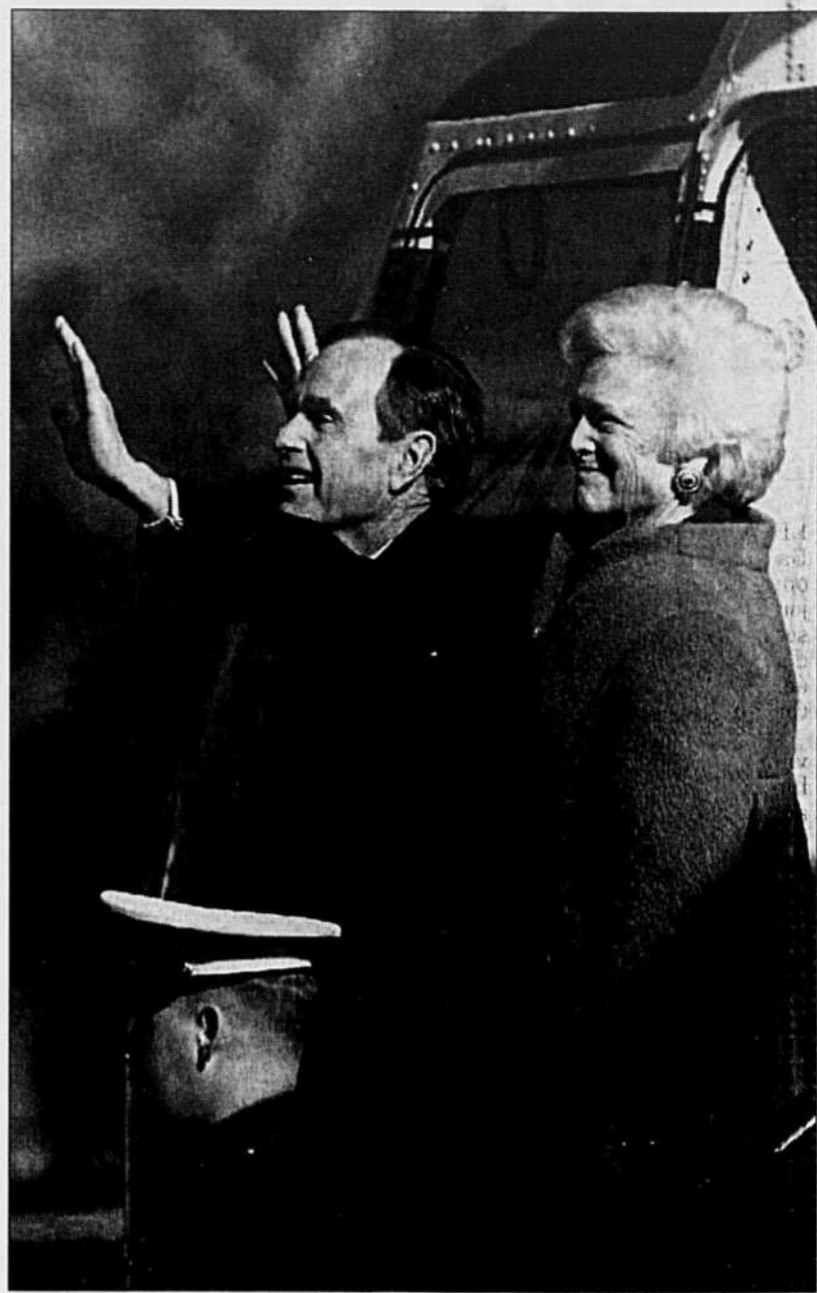


PHOTO AFP

**Bush entame sa retraite**

Le président sortant George Bush et sa femme Barbara ont quitté Washington peu de temps après l'entrée en fonction du nouveau président. Celui-ci a souligné les quelque cinquante années que George Bush a consacré au service des États-Unis. «C'est le retour à la réalité pour les Bush après avoir eu le privilège de servir et d'avoir eu la formidable possibilité d'occuper la Maison-Blanche», a déclaré M. Bush devant quelque 500 personnes venues l'accueillir à sa descente d'avion à Houston. «Il y a un temps pour rester, un temps pour partir, un temps pour passer la main. Notre seul objectif est d'être de bons citoyens prêts à aider» leur pays, a commenté M. Bush, âgé de 68 ans.

**Raymond Deshaies propose des autobus électriques pour Montréal**

Caroline Montpetit et Claude Turcotte

M. RAYMOND DESHAIES, ingénieur et président directeur général de Autocar Raymond Deshaies, a annoncé hier soir son intention de soumettre à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) un projet de construction d'autobus électriques entièrement faits au Québec.

Selon M. Deshaies, l'allocation d'un tel contrat par la STCUM serait susceptible de créer quelque 600 emplois au Québec. Il a profité de la période de questions réservée au public pour soumettre son projet lors de l'assemblée publique tenue hier soir par la STCUM.

Le projet présenté par M. Deshaies, propose des autobus fabriqués à 80% avec des pièces et par une main d'oeuvre québécoise.

Or, selon M. Deshaies, l'Association des transporteurs urbains du Québec (ATUQ), dont la STCUM fait partie, serait sur le point d'acquiescer un contrat d'achat de 160 autobus, sur lesquels une centaine seraient destinés à la région de Montréal seulement.

L'entrepreneur souligne que ces contrats sont d'une importance cruciale, dans la mesure où ils impliquent des retombées économiques phénoménales dans les années qui suivent leurs signatures.

«En général, la compagnie qui décroche un contrat à la STCUM le garde durant plusieurs années. Cela s'est vérifié notamment avec General Motors», poursuit M. Deshaies.

Par ailleurs, présentement, le principal promoteur des grappes industrielles au Québec, le ministre Gérard Tremblay, serait plutôt enclin à appuyer un autre groupe intéressé à vendre des autobus urbains au Québec, en l'occurrence la société belge Van Hool, qui aurait comme associés locaux Autobus Girardin, Nova-Quintech (qui a fait la relance de Autobus Thibeault) et l'usine MCI de Saint-Eustache, dont la fermeture a déjà été annoncée, mais qui pourrait rouvrir avec l'appui de ces partenaires et de ses 300 employés, désormais consentants à une diminution de salaires.

M. Deshaies s'insurge à la pensée que pour sauver 300 emplois à Saint-Eustache, on importerait la technologie d'Europe, en créant des emplois là-bas plutôt qu'ici.

Enfin, M. Deshaies affirme qu'il est «de notoriété publique» que le ministre Tremblay fait pression sur la STCUM pour que celle-ci procède sans appel d'offres dans ce dossier, précisément pour sauver les emplois de l'usine MCI de Saint-Eustache.

Pour sa part, M. Deshaies met de l'avant un concept d'autobus écologique et anti-rouille, c'est-à-dire fonctionnant à l'électricité et construit avec des matériaux composites, provenant de compagnies québécoises.

M. Deshaies est d'ailleurs en négociation pour la vente de ces autobus

électriques hybrides avec la ville de Hamilton, en Ontario, ainsi qu'avec la ville de Mexico pour mettre sur le marché cet autobus électrique hybride qui limite les dégâts causés par la pollution.

À ce sujet, M. Deshaies affirme d'ailleurs avoir reçu cette semaine une lettre du ministre des Affaires internationales lui-même, M. John Ciaccia, selon laquelle «une acceptation (du produit) sur le marché domestique consoliderait notre position pour tenter notre chance sur les marchés étrangers».

En fait, c'est la ville de Hamilton, en Ontario, qui a appuyé à ce jour la confection d'un prototype de l'autobus électrique suggéré à la STCUM par M. Deshaies.

Cette ville aurait d'ailleurs l'intention de remplacer, dès 1994, plusieurs autobus à trolley de sa flotte actuelle, par les autobus électriques hybrides québécois.

L'entrepreneur fait valoir qu'il y a présentement 10 000 ingénieurs sans emploi au Québec et il trouve inconcevable qu'au Québec, on pense à importer une technologie, alors que l'on pourrait très bien développer la grappe industrielle québécoise déjà existante ici dans le domaine des autobus.

M. Deshaies a déjà fabriqué un prototype de son autobus et il dit avoir dans sa grappe des industriels expérimentés, comme Prévost Car dont la réputation est largement répandue; il mentionne aussi Beauce Fibre de verre et Pultral, de Thetford Mines, qui produisent déjà des pièces d'autobus, ainsi que Trudeau, de Melbourne, qui fabrique et exporte des engrenages et des volants; enfin, il nomme Michel Corbeil, de Saint-Lin dans les Laurentides, qui fait de l'assemblage d'autobus depuis plusieurs années.

«Actuellement, soutient M. Deshaies, 80% des autobus scolaires qui circulent au Québec ont été fabriqués aux États-Unis. Ça n'a pas de sens».

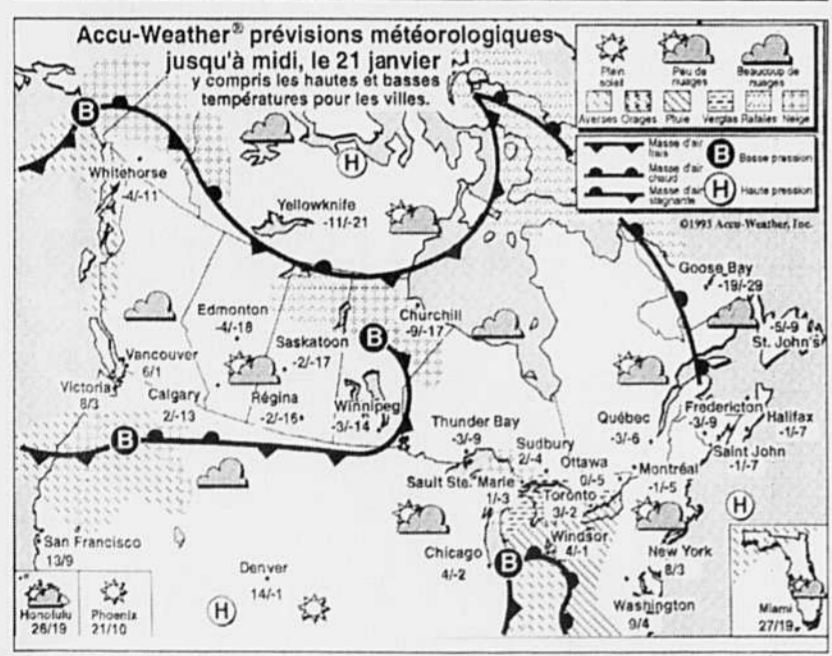
M. Deshaies ne mène pas sa campagne seulement auprès des commissions de transports urbains. Il surveille de près le pouvoir politique à Québec, où la politique des grappes industrielles semble avoir pris une certaine importance depuis quelques années.

À cet égard, le ministre Gérard Tremblay joue un rôle déterminant, mais le conseil des ministres a aussi prise sur les décisions, par exemple en matière d'achat d'autobus urbains et de développement régional. On mentionne que certains ministres appuient le concept de M. Deshaies, et parmi eux il y aurait les Bacon, Paradis, Dutil, Côté, Bourbeau, Ciaccia et peut-être le premier ministre lui-même.

Il y a à un certain alignement des forces qui pourrait se reproduire ailleurs éventuellement, par exemple dans une course au leadership.

Pour sa part, le président du conseil d'administration de la STCUM, M. Robert Perreault, a soulevé hier la question de la «faisabilité» du projet de M. Deshaies.

**LA METEO**



**Situation générale:** une faible perturbation venant de la Baie d'Hudson traversera le Québec, cette nuit, et laissera dans son passage un peu de neige. Sa suite, une crête s'installera sur la province et donnera du temps ensoleillé sur plusieurs régions, mercredi et aujourd'hui. Les températures augmenteront au cours de la période pour atteindre et même dépasser les normales saisonnières, aujourd'hui.

**MONTREAL**

Nuageux avec éclaircies. Max.: zéro. Vents de 15 à 30 km/h demain. Un peu de pluie. Risque de pluie verglaçante. Min.: -4. Max.: zéro à 3.

**QUEBEC**

Ciel variable. Max.: -4. demain: nuageux. Faible neige débutant en après-midi. Min.: -7. Max.: -2.

**Abitibi et Témiscamingue:**

nuageux. Max.: -3. Vents de 20 à 40 km/h demain: nuageux avec faible neige. Min.: -6. Max.: -4.

**Réservoirs Cabonga et Gouin:**

nuageux avec éclaircies. Max.: -4. Vents de 15 à 30 km/h demain: nuageux avec faible neige. Min.: -6. Max.: -4.

**Pontiac, Gatineau-et-Léves**

Max.: -6. Rimouski et Matapédia: ciel variable. Max.: -5. demain: éclaircies le matin, nuageux avec 40 pour cent de probabilité d'averses par la suite. Min.: -7. Max.: -3.

**Ottawa, Hull, Cornwall:**

nuageux avec éclaircies. Max.: zéro. Vents de 15 à 30 km/h demain: un peu de pluie. Risque de pluie verglaçante. Min.: -4. Max.: de zéro à 3.

**Trois-Rivières et Drummondville:**

nuageux avec éclaircies. Max.: -3. demain: nuageux. Faible neige débutant le matin. Min.: -6. Max.: -1.

**Beauce, Charlevoix et Rivière-du-Loup:**

ciel variable. Max.: -4. demain: nuageux. Faible neige débutant en après-midi. Min.: -7. Max.: près moins 2.

**Estrie: nuageux avec éclaircies.**

Max.: -1. demain: un peu de pluie débutant le matin. Risque de pluie verglaçante. Min.: -4. Max.: de zéro à 3.

**Lac St-Jean, La Tuque et Réservoire Faunique des Laurentides:**

nuageux avec éclaircies. Max.: -4. Max.: nuageux. Faible neige débutant en après-midi. Min.: -10. Max.: -6.

**Saguenay:**

nuageux avec éclaircies. Max.: -6. Demain: nuageux. Faible neige débutant en après-midi. Min.: -10.

**Ste-Anne-des-Monts, Parc de la Gaspésie, Gaspé et Parc Forillon:**

ciel variable. Max.: -3. Vents de 20 à 40 km/h près du littoral, demain: passages nuageux le matin. Ennuageusement en après-midi. Min.: -7. Max.: -4.

**Baie Comeau et Sept-Îles:**

nuageux avec éclaircies. Dégagelement en après-midi. Max.: -4. demain: ensoleillé avec passages nuageux. Ennuageusement en fin de journée. Min.: -7. Max.: -3.

**Basse Côte-Nord, Anticosti et Secteur de Natashquan et à l'ouest:**

Ennuageusement le matin. Possibilité de quelques flocons par la suite. Max.: -7. demain: ensoleillé avec passages nuageux. Min.: -8. Max.: -4.

**Basse Côte-Nord, Anticosti et Secteur à l'est de Natashquan:**

ensoleillé le matin. Ennuageusement en après-midi. Max.: -10. demain: ensoleillé avec passages nuageux. Température stable à -10. Max.: -4.

Source: Environnement Canada

Votre appui nous garde dans la course. Merci d'appuyer la campagne de mars de La Fondation du rein.

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN